

Et l'identité économique de la France, alors !

Le débat sur l'identité nationale arrive enfin à son terme. Dans un livre passionnant sur « l'Identité économique de la France », l'historien David Todd raconte les racines de l'hostilité française au libéralisme et comment les idées protectionnistes ont peu à peu conquis la droite puis la gauche au cours du XIX^e siècle. Une tentation que Nicolas Sarkozy exploite aujourd'hui avec démagogie et qui tétanise toujours autant les socialistes.



CHRONIQUE DAVID SPECTOR

Professeur associé à l'École
d'économie de Paris

Avec 400.000 chômeurs de plus en un an et une dette publique estimée à 83 % du PNB en 2010, il n'y a, à l'évidence, pas de sujet plus urgent que l'identité nationale... qui a donné lieu, hier, à un séminaire gouvernemental. Ironie de la situation : quelques mois avant ce débat ridicule, un livre passionnant a été publié sur un aspect essentiel de l'identité nationale : « l'Identité économique de la France », de l'historien David Todd (Grasset). Il porte sur la genèse de l'hostilité française au libéralisme économique, et, plus particulièrement, sur les débats sur le libre-échange qui eurent lieu entre 1814 et 1851, conclus par la victoire politique et culturelle des protectionnistes. Il montre, notamment, que les idées protectionnistes, initialement situées « à droite », ont conquis la gauche à partir des années 1840. Au départ, le protectionnisme émanait d'une partie des milieux d'affaires, représentant les activités les plus menacées par la concurrence étrangère. Il était pratiqué par les gouvernements de la

Restauration et, malgré quelques inflexions, de la monarchie de Juillet. La gauche était donc libre-échangiste par hostilité au pouvoir et aux milieux d'affaires, mais aussi parce que le libéralisme politique et le libéralisme économique étaient encore perçus comme intimement liés, dans le prolongement du XVIII^e siècle.

David Todd montre comment s'est produit, dans les années 1840, un changement dont les ondes de choc nous parviennent encore. La majorité de la gauche devient sensible aux idées protectionnistes pour des raisons avant tout intellectuelles. Le libre-échange, qui triomphe outre-Manche avec l'abolition des « corn laws », est perçu comme une idéologie « anglaise ». Ses partisans sont accusés de défendre le modèle de société britannique, inégalitaire, et l'ennemi héréditaire qui a combattu la Révolution. L'adhésion au libre-échange est aussi interprétée comme un acte de foi dans l'économie politique, science naissante et décriée parce qu'elle paraît légitimer l'ordre social.

À partir des années 1850 se met en place une configuration durable : le nationalisme économique est avant

tout porté par une partie (majoritaire) de la droite. Quant à la gauche, elle est mal à l'aise face à ce sujet, hésitant entre son aversion pour les milieux d'affaires protectionnistes, souvent très conservateurs, et la crainte de soutenir des idées libérales. On retrouve cette hésitation à travers l'histoire des cent cinquante dernières années : dans les débats douaniers des années 1890, le conservateur protectionniste Méline essaie d'obtenir le soutien d'un Jaurès hésitant, en lui faisant valoir que soutenir le libre-échange reviendrait de sa part à légitimer les thèses libérales dans leur ensemble, que les socialistes combattent. Quarante ans plus tard, en 1933, certains socialistes s'interrogent sur leur soutien au protectionnisme agricole au cours des années précédentes, contraire aux intérêts des ouvriers puisqu'il renchérit le pain. La réponse de Marcel Déat (alors socialiste) est éloquent : « À partir du moment où on essaye de stabiliser les prix des denrées agricoles à un certain niveau, on sort de la notion classique du prix, telle qu'elle figure dans les traités d'économie libérale, on substitue à l'idée de prix de revient et de vente la notion du juste niveau de vie. » En bref, la gauche restait tiraillée entre les intérêts des catégories sociales qu'elle prétendait défendre et une hostilité intellectuelle générale aux idées libérales.

Depuis la fin de la guerre, la gauche non communiste s'est montrée dans l'ensemble plus libre-échangiste que la droite, notamment à travers de son engagement européen. Inversement, la rhétorique protectionniste ne s'est jamais aussi bien portée que pendant la présidence Chirac. Aujourd'hui, ces débats sont assez largement dépourvus d'enjeu, car l'insertion de la France dans le commerce mondial, garantie par les traités européens et les accords de l'OMC, ne peut être remise en cause qu'à la marge. Toutefois, on peut regretter que la gauche reste tétanisée par ce thème. Alors que Nicolas Sarkozy l'exploite avec démagogie, au risque de braquer nos partenaires européens et la Commission européenne, par exemple à l'occasion des plans d'aide à l'automobile, ou en reprochant à Renault d'avoir trop de salariés à l'étranger (tout en encourageant sa diversification internationale !), le silence gêné de l'opposition l'empêche de dénoncer avec la vigueur nécessaire le caractère brouillon de la politique économique actuelle. ■

ÉDITOS

Touche pas à mes fonctionnaires !

Les Français, un peuple d'enfants gâtés et capricieux ? Ce cliché, hélas, paraît avoir une once de vérité : 57 % d'entre eux, selon notre sondage BVA, désapprouvent la politique de Nicolas Sarkozy à l'égard de la fonction publique. Quand l'Espagne décide de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur dix partant à la retraite, et que l'Irlande et la Grèce leur imposent une baisse de 7 % à 10 % de leur traitement, notre fameuse politique de RGPP a des allures de promenade de santé. Chez nous, un départ sur deux ne sera pas remplacé, et la moitié des gains de productivité seront reversés aux fonctionnaires en augmentation de salaires. D'où son faible impact sur les dépenses publiques. Quant à la réforme sur la mobilité des fonctionnaires qui fait grand bruit, elle a été mise en place sans drame en Italie et au Portugal. En clair, la France, qui a la troisième fonction publique au monde en pourcentage de sa population active, et qui a beaucoup tardé à moderniser sa gestion « RH », ne fait que se mettre au diapason des pays vieillissants. Pour autant, il n'est pas anodin que les Français, qui supportent les dépenses publiques parmi les plus élevées au



PAR VALÉRIE SEGOND

monde, tiennent tant à leurs fonctionnaires. Les travaux de l'OCDE sont à cet égard riches d'enseignements. Une fois retirés des dépenses publiques, les transferts sociaux et les aides à l'économie, le coût de production des services publics en France (26 % du PIB) est à peine plus élevé qu'au Royaume-Uni, en Belgique ou au Portugal. Son coût pour l'économie est même stable depuis 1995. Ensuite, la réduction drastique du nombre de fonctionnaires a parfois été suivie par une réembauche presque aussi importante, comme au Canada. Enfin, la réforme menée au Royaume-Uni a montré que la contractualisation des services publics au privé n'était pas une garantie d'efficience, les coûts de ces services ayant fortement augmenté. Alors qu'en France la moitié des fonctionnaires doit partir à la retraite d'ici dix ans, saura-t-on maintenir la qualité du service rendu ? Si les Français sont inquiets, c'est que cette opportunité est aussi un sacré challenge.

vsegond@latribune.fr

LA TRIBUNE.fr

RETROUVEZ chaque jour la chronique économique d'Erik Izraelewicz en vidéo sur latribune.fr

Avis de grand frais sur le LBO

L'éclaircie des métiers du LBO, des acquisitions à effet de levier (« leverage buy-out » en anglais), s'annonce de courte durée. L'embellie de la profession, après deux années de crise et de léthargie, est pourtant toute récente. Le signal est venu des États-Unis en octobre et, surtout, en novembre, avec la plus importante opération depuis deux ans, l'achat d'IMS Health par le fonds texan TPG et le Canadian Pension Plan pour 5,2 milliards de dollars. Depuis quelques semaines, c'est à l'Europe de vivre un dégel. Côté acquisitions, les fonds KKR s'est offert Pets at Home, un distributeur britannique pour plus de 1 milliard d'euros. Côté cessions, d'importantes opérations se préparent, comme celle de Kabel Deutschland (plus de 5 milliards). Même en France, le marché frémit, à l'achat, mais surtout à la vente, avec celles annoncées de Sebia, Quick et Spotless, trois opérations tutoyant le milliard. De quoi regonfler les voiles de la profession. Pourtant, c'est



PAR PIERRE-ANGEL GAY

un avis de grand frais qui se prépare. Outre-Atlantique, le président Obama a enjoint aux banques de quitter le secteur du capital-investissement. Cité, partiellement détenu par l'État, s'y serait déjà résigné, mais Credit Suisse, JP Morgan, Morgan Stanley et surtout Goldman Sachs, qui gère près de 90 milliards de dollars dans le secteur, sont aussi visés. En Europe, ce sont les nouvelles règles de solvabilité, dites de Bâle 2, qui pourraient dans le même sens. Deux banques s'apprentent à se désengager, la britannique Barclays et Natixis, dont le « private equity » fut pourtant une activité phare et qui représente encore 1,9 milliard d'euros d'encours. Clairement, une page se tourne pour le capital-investissement, à qui l'avenir promet moins de capitaux.

pagay@latribune.fr

L'insertion de la France dans le commerce mondial, garantie par les traités européens et les accords de l'OMC, ne peut être remise en cause qu'à la marge.



MAX GALLI/AFRECA

LA TRIBUNE

Édité par : La Tribune SAS
26 rue d'Oradour-sur-Glane
CS 91522
75 525 Paris Cedex 15
Standard : 01 44 82 16 16

Président directeur de la publication : Alain Weill.
Directrice générale : Valérie Decamp.

Directeur des rédactions : Erik Izraelewicz.
Directeurs adjoints : Sophie Gherard, Pierre-Angel Gay.
Rédaction en chef : Odile Esposito (Industrie et Services), Jean-Baptiste Jacquin (Technologies et Médias), François Lenglet (Économie, Politique, International), Muriel Motte (Marchés et Finance), Olivier Provost

(latribune.fr), Philippe Mabillet (éditorialiste).
Directeur artistique : Eric Béziat.
Directrice des nouveaux médias : Astrid Arbey.
Publicité : La Tribune Régie.
Directeur publicité Pôle financier : Ghislain Boyer.
Directrice de publicité International : Carole Grémillot.
Directeur marketing : Arnaud Jauven.

Directeur de la diffusion : Pascal Poli.
Impression : Paris Offset
Print - 30 rue Raspail 95230
La Courneuve : Midi Print, Gallargues : Ouest Print, Bournezeau : Nancy Print.
Service Abonnement : Numéro vert : 0800 15 23 33 (appel gratuit). Fax abonnements : 01 55 56 70 50.
Abonnez-vous sur LATRIBUNE.fr

USA - USPS # 017551
Periodical paid at Champlain NY and additional mailing offices. For details call IMS at (800) 428 3005.
Distribué par les NMPD
Commission paritaire : 0909/085607
ISSN 0959-1922 - Contrats de service diffusion au 01 44 82 17 80.
LA TRIBUNE est une publication La Tribune Holding
Principaux associés : News Participations
Président : Alain Weill
Directeurs généraux : Marc Lathier, Valérie Decamp



IMPRIMÉ EN FRANCE
PRINTED IN FRANCE

